

PROCES VERBAL

ASSEMBLEE GENERALE CONSEIL CONSULTATIF REGIONAL POUR LES EAUX OCCIDENTALES SEPTENTRIONALES

Erin Room, Dublin Castle

**Mercredi 28 octobre 2009
9h30 – 13h00**

Président de séance: André LeBerre
Rapporteurs: Alexandre Rodríguez et Kristel Adriaenssens

1. Accueil et présentations

- Discours d'ouverture du président de séance de l'assemblée générale:

M. André Le Berre, président honoraire du CCREOS et président de séance de l'AG a accueilli tous les participants à la 5^e assemblée générale annuelle du CCREOS.

Des excuses ont été notées de la part de Michael Keatinge (BIM), Emiel Brouckaert (Rederscentrale), Jeremy Percy (WFFA), Margaret Downey-Harrington et Peigi Ryder (Mna na Mhara), Robert Stevenson (NESFO), Ian Gatt (SFF), Béatrice Harmel (CRPBN), Dominique Thomas (CME-EOP) et Iwan Ball (WWF). La liste complète des participants se trouve à l'Annexe I.

Dans son discours d'ouverture, M. Le Berre a fait référence aux problèmes financiers auxquels doit faire face le CCREOS et à demandé aux membres d'aider à trouver des solutions visant à garantir la viabilité économique à long terme du CCR. En outre, il a abordé la consultation actuelle sur la réforme de la PCP et a insisté sur le fait que le facteur "humain" (ex. Mesures de sûreté et de sécurité à bord, formation et rémunération décente des équipages) était quelque peu ignoré et n'avait pas été suffisamment pris en compte dans le livre vert de la Commission. Enfin, M. Le Berre a souligné la question de l'inefficacité du marché qui conduit à de faibles revenus des prix de première vente et sape le bénéfice des pêcheurs.

Une transcription du discours de M. Le Berre se trouve à l'Annexe II.

- Adoption de l'ordre du jour et du procès verbal de la dernière réunion:

L'ordre du jour de la réunion a été adopté sans modification.

De même, le compte-rendu de la 4e AG qui a eu lieu à Dublin le 19 novembre 2008, a été reconnu conforme et a été approuvé sans commentaire.

2. Rapport du président du CCREOS sur le travail en cours

M. Sam Lambourn, le président exécutif du CCREOS, a félicité l'équipe secrétariat pour son travail et a particulièrement remercié Patricia Comiskey, secrétaire exécutive jusqu'au 17 juillet 2009, pour sa précieuse contribution à la mise en place et au fonctionnement du CCREOS, depuis sa création. Il a présenté à Mlle Comiskey tous ses vœux de réussite dans son futur poste.

- Vue d'ensemble du programme de travail de l'exercice 4

M. Lambourn a proposé une vue d'ensemble détaillée des réunions qui ont eu lieu, des actions réalisées et des recommandations produites par le CCREOS au cours de l'exercice 4, en réalisation du programme de travail. Il a également reconnu la quantité de travail accompli et le temps investi par les membres et a souligné le bon travail accompli par les groupes de discussion sur les questions techniques spécifiques (ex. : Plan de gestion à long terme pour le merlu du nord et l'églefin en zone VIa)

- Présentation du programme de travail de l'exercice 5

Le président du CCREOS a proposé un calendrier préliminaire des réunions pour le dernier trimestre 2009-2010¹. Il a précisé que l'essentiel du travail du CCR au cours de cette période portera sur la réforme de la PCP, et a souligné que le CCR avait l'opportunité d'apporter une contribution précieuse et raisonnée au chapitre sur la gouvernance. Il a également mentionné le caractère prioritaire de la procédure de consultation en cours sur les mesures de gestion des stocks de langoustines dans les zones VI et VII et a annoncé l'organisation d'une réunion de groupe de discussion, portant sur ce thème début novembre.

En outre, il a demandé aux membres de prendre immédiatement contact avec le secrétariat afin d'enregistrer leur opposition à la nouvelle proposition de réglementation sur les mesures techniques de conservation de la Commission. Le président de séance a recommandé que le CCR et d'autres CCR soutiennent les opinions avancées dans un courrier envoyé par le CCR pour les Eaux Occidentales Septentrionales à la Commission, réclamant le report de la nouvelle réglementation, une autre consultation et un autre rendez-vous avec les parties prenantes. Le président de séance a déclaré que la version finale du courrier devra être acceptée par tous les CCR et soumise à la Commission et aux représentants des états membres en temps voulu et avant la réunion du conseil des ministres le 19 novembre.

¹ Le calendrier des réunions et la présentation du président peuvent être consultés sur le site web du CCREOS: http://www.CCREOS.org/Meetings/Meetings_ENG/Navigation.php?id=351&language=English

Enfin, M. Lambourn a présenté une vue d'ensemble des termes de référence du CCR et a suggéré des zones prioritaires pour les réunions de groupe de discussion. Il a demandé aux membres de soumettre des thèmes pour les groupes de discussion aux présidents de leurs groupes de travail respectifs et a ajouté que les demandes d'interprétation des groupes de discussion convenus devraient être envoyées au Secrétariat le plus vite possible. Le président de séance a indiqué que le comité exécutif fixera les thèmes des groupes de discussion et le calendrier des réunions lors de la réunion du comité exécutif en janvier 2010, conformément aux procédures du CCREOS.

La présentation du président de séance peut être consultée sur le site web du CCREOS.

- Débat et questions de l'auditoire:

*Plusieurs membres et observateurs sont intervenus et ont commenté les points suivants:

Mlle Isabelle Viallon, qui représentait la Commission, a annoncé le lancement d'une évaluation par le CSTEP, de trois plans de gestion à long terme actuellement en place. Mlle Viallon a particulièrement insisté sur le fait que la révision du plan de gestion de la sole en Manche occidentale sera particulièrement pertinente pour le CCREOS. Elle a précisé que l'analyse des résultats de ces plans commencera fin novembre et a encouragé les membres du CCREOS à participer à ce processus.

Brendan Price a suggéré une analyse des aspects socio-économiques impliquant les réglementations relatives à la gestion des pêches (ex. : MEDC, Stratégie marine, Livre vert, diversification des activités de pêche) comme sujet d'études devant être traité séparément dans un groupe de discussion.

Plusieurs membres ont fait remarquer que la Commission ignore souvent les opinions du CCREOS et ont mis en doute l'influence réelle des contributions des CCR au sein de la procédure décisionnelle de l'UE. Dans ce contexte, Jim Portus et Jacques Bigot ont fait référence aux recommandations soumises à la Commission, ex. : plan de gestion à long terme de la sole VIIe.

Luc Corbisier a fait référence aux commentaires du représentant de la Commission lors de l'AG du CCR mer du Nord et a accepté une approche en faveur de la régionalisation au sein de la PCP réformée. Il a suggéré d'envisager la possibilité d'inclure ce sujet dans le cadre du programme de travail.

Jacques Pichon a mentionné la réunion du groupe de discussion du CCREOS sur les mesures de gestion globales pour la mer d'Irlande, qui a eu lieu à Belfast, comme étant un bon exemple d'approche globale et intégrée d'un certain nombre de stocks étroitement liés. Il a suggéré que ce modèle soit appliqué à d'autres zones, telles que la mer Celtique.

Hugo González a exprimé son accord avec le président de séance sur la nécessité de mettre en place un groupe de discussion sur la langoustine, sans délai. Eu égard à la réforme de la PCP, il a abordé le problème de la surcapacité et a précisé que la Commission devrait fixer des objectifs clairs dans la prochaine réglementation.

Daniel Lefèvre a critiqué l'application excessivement prudente de l'approche de précaution en matière de gestion de plusieurs stocks. Il a perçu une contradiction entre le déclin important de la capacité de pêche au cours des dix dernières années et la proposition de la Commission visant à réduire les TAC et Quotas.

* En réponse à ces questions, Sam Lambourn a exprimé les remarques suivantes:

Le CCREOS continuera de proposer régulièrement à la Commission des recommandations solides basées sur des preuves, portant sur des points qui sont d'un intérêt clé pour nos membres. Il a été remarqué que certaines recommandations fournies par le CCREOS ont été reçues de manière positive et ont fait l'objet d'une réaction de la Commission (ex. : révision de la structure administrative en ce qui concerne le fonctionnement des CCR, acceptation de revoir les points de référence pour le merlu avant d'adopter une nouvelle réglementation)

Le président de séance a insisté sur le fait que toutes les demandes pour les groupes de discussion doivent être soumises par écrit aux présidents des groupes de travail pour être approuvées avant d'être envoyées au secrétariat pour être transmises au comité exécutif.

3. Rapport du secrétariat sur le budget et les questions d'entreprise

3.1. Situation actuelle de l'exercice 4

Le Dr. Conor Nolan, secrétaire exécutif du CCREOS, a présenté une mise à jour du budget de l'exercice 4. La différence entre les dépenses éligibles et non éligibles a été expliquée en détail aux membres présents. L'attention de l'assemblée générale a été attirée sur les principales divergences budgétaires de l'exercice 4, en l'occurrence, une diminution des dépenses relatives aux réunions en raison du fait qu'un certain nombre de réunions de groupe de discussion dotées d'un budget, n'ont pas eu lieu et une augmentation des dépenses en matière de coûts de fonctionnement, due à une augmentation des frais de location et des frais généraux.

Il a été précisé que ces changements de dépenses apparaîtraient dans la contribution de cofinancement de la Commission au CCREOS et par définition seraient inférieures à ce qui était prévu au départ (250.000€).

Enfin, les prochaines démarches devant être entreprises afin d'achever les procédures financières relatives à l'exercice 4 (ex. : rapport du commissaire aux comptes) ont été présentées à l'AG.

3.2. Comptes de l'exercice 3 approuvés et finalisés

Une vue d'ensemble de l'achèvement des comptes de l'exercice 3 et des négociations et procédures réalisées entre janvier et juin 2009 pour y parvenir a été présentée. Les conséquences de la règle de cofinancement et de la règle sur le "déficit des reçus" et la façon dont elles ont influencé le déficit final de 18.502€, ont été expliquées. Il a été précisé que le comité exécutif a approuvé le recouvrement du déficit sur une période de 2 ans, par le biais de l'attribution de 25 % des cotisations au cours de l'exercice 5 et d'une attribution proportionnelle des cotisations au cours de l'exercice 6, suffisantes pour solder le déficit restant.

3.3. Budget approuvé pour l'exercice 5 (2009 – 2010)

Le Dr. Nolan a présenté une vue d'ensemble de l'estimation des dépenses et des revenus de l'exercice en cours, exercice 5 (2009 -2010). Il a été expliqué à l'AG que par rapport aux budgets des autres années, il y a deux zones de changement essentielles au sein du budget, sous frais d'exploitation et frais non-éligibles.

Le Dr. Nolan a expliqué que le détachement du chargé de mission Alexandre Rodríguez par le ministère espagnol de l'environnement, de l'agriculture et de la pêche, dès le 15 Janvier 2007 prendra fin le 31 décembre 2009. Il a remercié le ministère espagnol au nom du secrétariat et des membres du CCREOS pour son soutien généreux du salaire et des frais de déplacement de M. Rodríguez au cours des 3 dernières années. Il a été précisé que le secrétariat du CCREOS engagerait M. Rodríguez qui deviendra un membre permanent du personnel du secrétariat du CCREOS à compter du 1^{er} janvier 2010.

Les implications pour le budget des changements indiqués précédemment sont un mouvement proportionnel des frais associés au personnel d'exploitation des dépenses non-éligibles aux dépenses éligibles.

Enfin, il a été demandé à l'assemblée que les cotisations impayées de l'exercice 5 soient réglées avant la fin du mois d'octobre 2009.

3.4. Limite sur les frais de remboursement

Le Dr Nolan a fait référence à la décision prise par le comité exécutif le 8 septembre 2009 à propos des frais de remboursement. Le comité exécutif avait demandé au secrétariat de préparer une alternative à la proposition initiale de mise en place d'une limite au montant maximum des frais de déplacement à 300€, afin de refléter les préoccupations des membres du CCREOS.

Dans ce contexte, le Dr Nolan a décrit les démarches entreprises par l'équipe du secrétariat en vue de réduire les frais de déplacement telles que fixer le lieu de réunion des groupes de travail et du comité exécutif à Paris et à Madrid² et notifier les dates de réunion suffisamment à l'avance.

En outre, il a été précisé que le secrétariat va organiser les réunions des groupes de discussion dans les endroits les plus économiques et les plus abordables pour les participants.

Le Dr Nolan a insisté sur l'importance de la mise à disposition du CCR de salles de réunion et d'installations et a exprimé sa gratitude aux hôtes d'offrir ces salles de réunions gratuitement.

Eu égard aux frais de déplacement, une proposition alternative réduisant les frais de déplacement à une limite maximum de 800€ et les indemnités journalières de subsistance à un maximum de 2 par déplacement et par manifestation, a été présentée à la réunion.

Il a été précisé aux membres qu'ils ont pour responsabilité d'assurer l'utilisation la plus économique des fonds de déplacement et il leur a été demandé de réserver leurs vols aux tarifs les plus économiques si possible.

Il a été souligné que le secrétariat est conscient que certains membres qui viennent de régions éloignées ont des frais de déplacements légitimes supérieurs à 800€ selon les circonstances.

Le secrétariat a proposé que ces demandes d'indemnisation soient étudiées à la fin de l'exercice et en cas d'excédent résiduel du budget de déplacement il sera utilisé pour rembourser davantage ces demandes d'indemnisation.

Cependant, il a été précisé qu'en principe tous les remboursements sont soumis à la disponibilité du budget.

² Elles se sont avérées être les villes les plus abordables pour les réunions du CCREOS selon une étude interne des coûts entrepris en 2008.

Le Dr Nolan a terminé sa présentation en précisant que bien que le CCREOS ait un budget réduit pour l'exercice en cours, le secrétariat a travaillé dur pour éviter toute augmentation de la cotisation tout en maintenant un programme de travail complet et en payant les intérêts du déficit.

A la demande de M. González, le secrétaire exécutif a expliqué en détail la logique de la nouvelle proposition et l'origine des économies résultant de la limite fixée pour les frais de déplacement et les indemnités journalières de subsistance.

Le président de séance, André Le Berre, a également fait référence à la nécessité de la mise à disposition gratuite de salles de réunion et a rappelé que d'autres CCR ont déjà ces limites en matière d'indemnisation des frais de déplacement (ex. : 600€ pour CCR pour les eaux occidentales australes). Il a également précisé qu'il est parfois difficile de se déplacer depuis les régions éloignées. Le président de séance a suggéré la possibilité d'envisager qu'à l'avenir 75 % de tous les frais de déplacement soient couverts par le CCREOS.

Mercedes Rodriguez, Hugo González et Bertie Armstrong ont exprimé leur soutien à la nouvelle proposition présentée par le secrétariat comme étant une voie à suivre prudente.

Les membres n'ayant avancé aucun autre commentaire, le président de séance de l'assemblée générale a procédé à un vote sur la nouvelle proposition présentée par le secrétariat.

Aucun vote contre la proposition n'a été reçu et le président de séance a pris note de l'accord unanime sur les accords atteints:

- Une limite maximum de 800€ pour les frais de déplacement des membres pour l'exercice 5;
- Une limite maximum de 2 indemnités journalières de subsistance par déplacement par événement par membre au cours de l'exercice 5;
- Une redistribution de tout budget de déplacement restant à la fin de l'exercice aux membres dont les demandes d'indemnisation des frais de déplacement sont supérieures à 800€;
- Une modification des règles de remboursement du CCREOS visant à refléter ces changements.

Finalement, André Le Berre a invité les membres à respecter le délai d'un mois après toutes les réunions du CCR pour le remboursement des frais de déplacement.

3.5. Rapport sur la situation de l'ensemble des membres

Le Secrétaire exécutif a présenté à l'assemblée une brève vue d'ensemble de la situation du nombre de membres et a insisté sur le fait qu'il reste trois sièges libres au comité exécutif pour d'autres groupes d'intérêt. Il a également souligné le fait que pour l'équilibre, la transparence, la crédibilité et la fonction du CCREOS il est essentiel que davantage d'ONG participent.

4. Communications - site web du forum

Alexandre Rodríguez, adjoint administratif, chargé de mission, a proposé une démonstration pratique du site web du forum du CCREOS et de ses fonctions.

M. Rodríguez a encouragé les membres à lire le guide de l'utilisateur disponible sur le site web³ et à s'inscrire au forum sans retard dans le but de démarrer des discussions sur la réforme de la PCP et d'échanger des opinions en ligne.

Jim Portus s'est demandé comment la différence de langue serait traitée si chaque membre contribue au forum dans sa langue maternelle. Alexandre Rodríguez a expliqué que le personnel du secrétariat, en qualité d'administrateurs et modérateurs exclusifs du forum, contrôlera le forum régulièrement et clarifiera le contenu de certains commentaires ou billets en ajoutant des synthèses dans les langues concernées. En outre, il est envisagé d'insérer un lien vers un certain nombre d'outils de traduction gratuits sur le forum.

5. Présentation de la Commission sur l'examen du fonctionnement des CCR

Isabelle Viallon, la représentante de la Commission à la réunion, a souligné les différents aspects de l'examen de la Commission du fonctionnement des CCR et a identifié une série d'actions à court, moyen et long terme devant être menées à bien par la Commission. Elle a également fourni un calendrier de la réforme de la PCP. La présentation de Mlle Viallon peut être consultée dans la section correspondante des réunions sur le site web du CCREOS⁴

La représentante de la Commission a précisé que les membres du CCREOS doivent être proactifs et participer plus en amont à la procédure de consultation scientifique. Elle a encouragé les CCRs à nommer des coordonnateurs qui peuvent travailler étroitement avec le CIEM et la Commission dans la préparation des plans de gestion à long terme dans l'enfance.

³ Zone des membres: http://www.CCREOS.org/Member_Page/Members_ENG/Members_Area.html

⁴ Section des réunions – AG 2009:
http://www.CCREOS.org/Meetings/Meetings_ENG/Navigation.php?id=351&language=English

Enfin, elle a annoncé qu'une réunion de debriefing aurait lieu entre la Commission et le secrétariat avec une délégation de membres du CCREOS. Cette réunion aura lieu avant la réunion du comité exécutif du CCREOS en janvier 2010, et aura pour objectif de coordonner et d'identifier les actions prioritaires des programmes de travail de la Commission et du CCREOS.

André Le Berre a remercié Isabelle pour sa présentation et a donné la parole aux participants.

Alex Rodriguez a rappelé deux actions en instance résultant de la réponse de la Commission à la recommandation du CCREOS sur le fonctionnement des CCR reçue en avril 2009. Le premier point faisait référence à la rédaction d'une norme de la Commission définissant les critères d'évaluation des recommandations des CCR. Ceci devait être un outil utile visant à augmenter la transparence et à justifier les raisons des décisions. Le second point avait rapport à la demande des états membres à la Commission, sur la mise en place de directives relatives à la participation financière des états membres aux CCR. Ceci garantirait un certain degré d'harmonisation par rapport aux conditions de soutiens minimum offerts aux CCR par les états membres.

M. Rodriguez a noté que ces questions avaient déjà été posées lors de la réunion de coordination entre l'ACFA, les CCR et la Commission, le 5 octobre 2009.

Isabelle Viallon a répondu qu'une norme formelle pour l'évaluation de la qualité des recommandations n'était pas envisagée à ce stade en raison de la difficulté de sa mise en pratique. Cependant, elle a convenu que les choses peuvent être améliorées au niveau du détail des réponses et s'est engagée à ce que la Commission essaye de traiter tous les points et questions posés par les CCR dans les recommandations proposées à la Commission.

En ce qui concerne le soutien financier des états membres, Mlle Viallon a précisé que les états membres sont libres de déterminer leur niveau de soutien aux CCR et a renvoyé aux discussions en cours concernant le cadre de la réforme de la PCP. Elle a indiqué que le gouvernement britannique a soumis une proposition à cet égard.

Alexandre Rodriguez a exprimé sa préoccupation eu égard à la prolifération de "*procédures d'urgence*" lancées par la Commission ces derniers temps (ex. : proposition de règles relatives à la composition des captures de poisson blanc pour l'ouest de l'Ecosse, mesures de gestion pour les stocks de langoustines en zones VI et VII) car ceci est une exception à la période ordinaire de consultation de 8 semaines et pose un grave problème en termes de disponibilité de budget et de planification du programme de travail.

Isabelle Viallon a répondu que dans certains cas, ce type de procédure de consultation ne peut pas être évité car la Commission doit réagir dans les délais impartis pour le conseil de décembre, aux révisions scientifiques des recommandations basées sur les données actualisées des inspections des bateaux.

En outre, Mlle Viallon a suggéré que les CCR adoptent une procédure “accélérée” pour permettre aux groupes de discussion de se réunir dans les plus brefs délais afin de répondre aux demandes urgentes.

Les membres ont fait les commentaires suivants par rapport à la gouvernance et au rôle des CCR:

Certains membres ont exprimé leurs préoccupations selon lesquelles après la première consultation sur le livre vert relatif à la réforme de la PCP, il n’y aura pas d’autre consultation des parties prenantes au delà de 2009.

Joe Maddock, Jacques Bigot et Daniel Lefèvre ont exprimé leurs préoccupations eu égard au chevauchement des questions communes entre l’ACFA et les CCR car cela augmente la bureaucratie et ils ont estimé que la procédure de consultation sur la réforme de la PCP et son concept de régionalisation sont un possible pas en avant vers une amélioration de l’efficacité, bien que le rôle des CCR doive être préalablement clarifié.

Barrie Deas a remarqué qu’il semble il y avoir deux courants de pensée au sein de la Commission à propos du rôle des Conseils Consultatifs Régionaux.

D’une part, il y a une vue très encourageante, telle qu’elle apparaît dans le livre vert, selon laquelle les conseils consultatifs régionaux sont une réussite au sein de la PCP actuelle. D’autre part, les CCR sont vus comme un obstacle à l’introduction de nouvelles mesures législatives et ils ont été contournés sur des sujets tels que la réglementation du contrôle ou la réglementation sur les mesures techniques de conservation, entre autres. Il est craint que cette dernière perception décourage les membres d’être proactifs et de participer aux CCR.

Hugo González a également fait référence à la récente consultation sur la langoustine de zone VII. Il a exprimé sa préoccupation selon laquelle la proposition actuelle serait adoptée sans être contestée en raison du temps très limité accordé à la consultation au sein du CCREOS. Finalement, il a précisé qu’une proposition formelle sur la langoustine de zone VII de la délégation espagnole a déjà été soumise séparément à la Commission.

La représentante de la Commission a pris note de tous ces commentaires et a indiqué que les opinions du CCREOS relatives à la langoustine doivent être soumises dès que possible.

6. Mise à jour de l'examen de la PCP

Lorcan O' Cinnéide, le président du groupe de travail horizontal sur la réforme de la PCP, a précisé les points clés devant être abordés lors de la séance de l'après-midi et a souligné l'importance de la participation du CCREOS à la procédure. Il a encouragé toutes les personnes présentes à collaborer pour obtenir des positions communes à propos des questions pertinentes soulevées dans le livre vert.

7. Nominations et élections des présidents, des vice- présidents et des rapporteurs des groupes de travail

Alexandre Rodríguez a passé en revue la situation actuelle des présidents, des vice- présidents et des rapporteurs des groupes de travail et a proposé une solution pour la (ré)élection des présidents, des vice- présidents et des groupes de travail en fonction du feedback reçu à la réunion du comité exécutif du 8 septembre. Il a également expliqué la raison pour laquelle un rapporteur adjoint est nécessaire pour chaque groupe de travail et a encouragé les membres qui souhaitent se présenter à ce poste à soumettre une demande d'intérêt afin que les décisions puissent être prises lors des prochaines réunions des groupe de travail.

Enfin, un accord atteint lors du dernier comité exécutif eu égard à l'organisation des groupes de travail horizontaux a été rapporté à l'ensemble des membres.

Cette présentation peut être consultée dans la section réunions du site web du CCREOS.

8. Fin officielle de la réunion

Le président de séance de l'assemblée générale, André Le Berre, a insisté sur le fait que le CCREOS doit recevoir toute l'assistance financière nécessaire à son fonctionnement et a remercié le BIM, le ministère irlandais de l'Agriculture, de la pêche et de l'Alimentation, le personnel de Dublin Castle, l'équipe des interprètes, le secrétariat et tous les participants.

La réunion s'est terminée à 13h00.

Annexe I. Liste des membres et des observateurs participants

André Le Berre

Président de séance de l'assemblée générale

Isabelle Viallon

DG MARE - Commission Européenne

Secteur de la pêche

Bertie Armstrong

Víctor Badiola

Jacques Bigot

Ted Breslin

Richard Brouzes

Tom Bryan-Brown

Luc Corbisier

Juan Carlos Corrás

Bruno Dachicourt

Barrie Deas

Anton Dekker

Caroline Gamblin

Hugo C. González García

André Gueguen

Sam Lambourn

Daniel Lefèvre

Thierry Leprêtre

Alan Mc Culla

Joe Maddock

Eduardo Míguez

Cliff Morrison

Lorcan O' Cinnéide

Gerard O'Flynn

José Luis Otero González

Jacques Pichon

Jim Portus

Gavin Power

Mercedes Rodríguez Moreda

Jane Sandell

Paul Trebilcock

Autres groupes d'intérêt

Alberto Aguilar
Rory Crawford
John Crudden
Sonia Moorey
Brendan Price
John Woodlock

Secrétariat

Kristel Adriaenssens
Conor Nolan
Christine O'Connor
Alexandre Rodríguez

Traducteurs (ILS)

Sarah Jane Aberasturi
Azucena Bermúdez
Marie Delumeau
Armella McAllister

Observateurs

Helène Syndique
Simon West

Ministère d'Agriculture et Pêche - France
DEFRA – Royaume-uni

**Annexe II. Opening Speech from the President de l'assemblée générale,
M. André Le Berre**

**Discours d'introduction à l'Assemblée Générale du Conseil Consultatif Régional
Eaux Occidentales Septentrionales
A DUBLIN le 28 octobre 2009**

Monsieur Le Président du Comité Exécutif,
Madame représentante de la Commission Européenne
Mesdames et messieurs les membres du Conseil Consultatif

Très chers collègues,

C'est avec grand plaisir que je vous retrouve aujourd'hui à Dublin pour cette quatrième Assemblée Générale du Conseil Consultatif Régional des Eaux Occidentales Septentrionales (CCR EOS).

Oui c'est un grand plaisir même si l'actualité nous rappelle l'importance des enjeux du moment : une crise économique mondiale, des cours du poisson au plus bas et une réforme de la politique des pêches qui promet des débats difficiles.

Mais avant d'évoquer ces sujets politiques et économiques, je souhaiterais parler de notre Conseil Consultatif et attirer votre attention sur le travail et les efforts menés conjointement par les permanents et les membres du CCR EOS pour surmonter dans le passé les difficultés financières et assurer ainsi au CCR EOS le meilleur fonctionnement possible. Il me paraît évident qu'étant donné l'importance du travail du CCR EOS, il serait souhaitable si vous en êtes d'accord d'aider le CCR EOS à trouver des solutions constructives en vue de pérenniser sa viabilité économique sur le long terme et la réalisation des objectifs définis dans son programme de travail.

J'en profite d'ailleurs pour saluer le travail réalisé par Alexandre, Kristel, Conor et Patricia jusqu'à l'été dernier à la fois pour faire face à une charge toujours croissante de travail et pour leur action afin de réduire les dépenses sans préjudice pour le fonctionnement du CCR EOS. Je pense que la nouvelle organisation du CCR EOS apportera de nouvelles compétences et expertises auprès du CCR EOS ce qui est essentiel pour son avenir. Merci donc à tous et vous avez mon soutien pour la poursuite de ces objectifs. Il convient également de remercier les représentants de la filière et des ONG qui participent assidûment au fonctionnement du CCR. Pour ma part, veuillez m'excuser de m'être fait plus rare ces derniers temps mais j'ai du subir une opération chirurgicale il y a quelques mois.

J'évoquais il y a quelques instants une actualité chargée. Nul doute que nous discuterons aujourd'hui de ces sujets fondamentaux. Si vous le permettez, je n'en évoquerai que deux mais qui, à mes yeux, ont une grande importance. Il s'agit tout d'abord du bilan fait par la Commission dans le Livre Vert de l'actuelle PCP.

Certains d'entre vous ont participé à une conférence organisée par les régions françaises le 29 septembre. Tous ont contesté le bilan jugé catastrophique décrit par le Livre Vert. Je pense que ce bilan, qui est une compilation sans nuance des difficultés et dysfonctionnements rencontrés dans différents Etats Membres, doit faire partie des discussions car le rétablissement de la vérité déterminera les bonnes orientations à prendre dans le cadre de la réforme des pêches.

Je sais aussi que nombre d'entre vous partage le sentiment que la PCP ne prend pas suffisamment en compte la dimension humaine. Je ne parle pas de payer les marins pour mettre leur sac à terre, je parle de confort et de sécurité à bord. Je parle surtout de formation et de rémunération décente.

La question des rémunérations me conduit au deuxième sujet que je souhaite évoquer : la morosité du marché qui affecte les revenus des marins pêcheurs.

La crise économique mondiale affecte les cours des produits de la mer mais elle révèle également les faiblesses et les inégalités dans l'organisation du marché. Comment lutter économiquement contre des produits d'importation dont les conditions de pêche techniques et sociales seraient absolument interdites en Europe ? Comment maintenir l'équilibre financier des entreprises de pêche lorsque des armements y compris en Europe emploient de la main d'œuvre non qualifiée et sous rémunérée ?

La réforme de la Politique Commune des Pêches sur ces questions est l'occasion, si vous en êtes d'accord, de repenser et de consolider l'économie des pêches. Il faudra pour cela aborder certaines réalités avec détermination et sans se voiler la face.

Voilà, je n'irai pas pour l'instant plus loin dans le débat mais nous devons en parler. Je vous remercie de votre attention et je vous souhaite à toutes et à tous une excellente journée.

André LE BERRE

Président de l'Assemblée Générale du CCR Eaux Occidentales Septentrionales